

Le combat de M^{me} Lautsi

A l'heure de la votation suisse contre les minarets, du débat parlementaire français sur la burqa, parallèlement à la convocation des questions identitaires, un événement majeur, passé inaperçu en dehors des milieux du droit, est venu mettre beaucoup de bon sens dans le propos.

Le 3 novembre dernier, la Cour européenne des droits de l'homme prononça un arrêt que tous les protagonistes feraient bien de lire et de méditer.

Il s'agit de «l'arrêt Lautsi contre Italie» relatif à la présence des crucifix dans les salles de classe.

Comment la présence du crucifix dans une salle de classe peut-elle faire obstacle au droit des parents d'éduquer leurs enfants selon leurs convictions et au droit des enfants à la liberté de religion (art. 2 du protocole n° 1), d'une part, à la liberté de pensée, de conscience et de religion dans une société démocratique (art. 9 de la Convention européenne des droits de l'homme), d'autre part ?

Rappel des faits essentiels. La requérante, M^{me} Soile Lautsi, est une ressortissante italienne, résidant à Abano Terme (Italie). Ses enfants, Dataico et Sami Albertin, âgés respectivement de onze et treize ans au moment des faits, fréquentent une école publique où toutes les salles de classe avaient un crucifix au mur, ce qu'elle estimait contraire au principe de laïcité selon lequel elle souhaitait éduquer ses enfants.

Elle informe l'école de sa position, invoquant un

arrêt de la Cour de cassation italienne, qui en 2000 avait jugé la présence de crucifix dans les bureaux de vote contraire au principe de laïcité de l'Etat. En mai 2002, la direction de l'école décide de laisser les crucifix dans les salles de classe.

La requérante attaque cette décision devant le tribunal administratif de la région de Vénétie avant de se constituer partie dans la procédure devant la Cour constitutionnelle. Devant cette juridiction, le gouvernement soutient que la présence du crucifix dans les salles de classe est un «fait naturel», au motif qu'il n'est pas seulement un symbole religieux mais aussi le «drapeau de l'Eglise catholique», qui est la seule Eglise nommée dans la Constitution (article 7). Il faut donc, aux yeux du gouvernement italien, considérer que le crucifix est un symbole de l'Etat italien.

La Cour constitutionnelle ne tranche pas sur le fond : par une ordonnance du 15 décembre 2004 no 389, la Cour constitutionnelle s'estime incompétente étant donné que les dispositions litigieuses n'étaient pas incluses dans une loi mais dans des règlements, qui n'avaient pas force de loi.

La procédure devant le tribunal administratif reprend alors. Par un jugement du 17 mars 2005, le tribunal administratif rejette le recours de la requérante, estimant que le crucifix est à la fois le symbole de l'histoire et de la culture italiennes, et par conséquent de l'identité italienne, et le symbole

des principes d'égalité, de liberté et de tolérance ainsi que de la laïcité de l'Etat.

La requérante ne s'estime pas vaincue et introduit alors un recours devant le Conseil d'Etat.

Nouvelle déconvenue pour M^{me} Lautsi : le 13 février 2006, le Conseil d'Etat rejette le recours, au motif que la croix est devenue une des valeurs laïques de la Constitution italienne et représente les valeurs de la vie civile.

La requérante ne s'avoue toujours pas vaincue. Le 27 juillet 2006, elle introduit devant la Cour européenne des droits de l'homme une requête par laquelle elle persiste et signe alléguant, en son nom et au nom de ses enfants, que l'exposition de la croix dans l'école publique fréquentée par ceux-ci est contraire à son droit de leur assurer une éducation et un enseignement conformes à ses convictions religieuses et philosophiques, au sens de l'article 2 du protocole n° 1. L'exposition de la croix méconnaîtrait également sa liberté de conviction et de religion, protégée par l'article 9 de la Convention.

La Cour européenne vient de rendre son verdict à l'unanimité par une chambre composée de sept juges originaires de Belgique, du Portugal, d'Italie, de Lituanie, de Serbie, de Hongrie et de Turquie.

Dans son appréciation, la Cour énonce des principes généraux avant de dire l'application de ces principes.

A ses yeux, la présence du crucifix peut aisément être interprétée par des élèves de tous âges comme un signe religieux

et ils se sentiront éduqués dans un environnement scolaire marqué par une religion donnée. «Ceci peut être encourageant pour des élèves religieux, mais aussi perturbant pour des élèves d'autres religions ou athées, en particulier s'ils appartiennent à des minorités religieuses».

Pour elle, la liberté de ne croire en aucune religion (inhérente à la liberté de religion garantie par la Convention) ne se limite pas à l'absence de services religieux ou d'enseignement religieux, elle s'étend aux pratiques et aux symboles qui expriment une croyance, une religion ou l'athéisme. Cette liberté mérite une protection «particulière», sous-entendu d'autant plus forte que si c'est l'Etat qui exprime une croyance et si la personne est placée dans une situation, elle ne peut se dégager ou seulement en consentant des efforts et un sacrifice disproportionnés.

C'est pourquoi, «l'Etat doit s'abstenir d'imposer des croyances dans les lieux où les personnes sont dépendantes de lui. Il est notamment tenu à la neutralité confessionnelle dans le cadre de l'éducation publique où la présence aux cours est requise sans considération de religion et qui doit chercher à inculquer aux élèves une pensée critique».

Or, la Cour ne voit pas comment l'exposition, dans des salles de classe des écoles publiques, d'un symbole qu'«il est raisonnable d'associer au catholicisme (la religion majoritaire en Italie)» pourrait servir le pluralisme éducatif qui est essentiel à la préserva-

tion d'une «société démocratique».

L'exposition obligatoire d'un symbole d'une confession donnée dans l'exercice de la fonction publique, en particulier dans les salles de classe, restreint donc le droit des parents d'éduquer leurs enfants selon leurs convictions ainsi que le droit des enfants scolarisés de croire ou de ne pas croire. La Cour conclut, à l'unanimité, à la violation de l'article 2 du protocole n° 1 conjointement avec l'article 9 de la Convention.

C'est sur le droit fondamental à l'instruction que se greffe le droit des parents au respect de leurs convictions religieuses et philosophiques. La Cour attribue à l'article 2 du protocole no 1 l'objectif de «sauvegarder la possibilité d'un pluralisme éducatif, essentiel à la préservation de la société démocratique».

«En raison de la puissance de l'Etat moderne, c'est surtout par l'enseignement public que doit se réaliser cet objectif», précise ici la Cour.

L'école publique est ici le cadre idoine «d'une éducation capable d'assurer un environnement scolaire ouvert et favorisant l'inclusion plutôt que l'exclusion, indépendamment de l'origine sociale des élèves, des croyances religieuses ou de l'origine ethnique. L'école ne devrait pas être le théâtre d'activités missionnaires ou de prêche ; elle devrait être un lieu de rencontre de différentes religions et convictions philosophiques, où les élèves peuvent acquérir des connaissances sur leurs pensées et traditions res-



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

pectives».

L'Etat y parvient en s'assurant que les informations ou connaissances sont diffusées de «manière objective, critique et pluraliste».

Enfin, «le respect des convictions religieuses des parents et des croyances des enfants implique le droit de croire en une religion ou de ne croire en aucune religion. La liberté de croire et la liberté de ne pas croire (la liberté négative) sont toutes les deux protégées par l'article 9 de la Convention».

En disant la requête de M^{me} Soile Lautsi recevable et en disant que l'Etat italien a violé l'article 2 du protocole no 1 examiné conjointement avec l'article 9 de la Convention relatif à la liberté de pensée, de conscience et de religion, la Cour ne laisse planer aucun doute sur l'irrecevabilité des signes religieux ostentatoires dans les espaces du savoir. Elle enracine ainsi le droit européen dans le sillon des Lumières et ridiculise du même coup les gardiens – d'où qu'ils viennent et sous quelque forme que ce soit – de l'ordre théologique contre l'ordre démocratique et pluraliste.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



*En raison d'un problème d'ordre technique,
la chronique de Hakim Laâlam ne paraîtra pas aujourd'hui.
Il vous donne rendez-vous demain.*